



COMMUNIQUÉ

UN SYSTÈME ÉDUCATIF DE PREMIÈRE CLASSE N'EST PAS POSSIBLE SANS UNE MODERNISATION IMMÉDIATE DES SERVICES INTERNET HAUTE VITESSE EN MILIEU RURAL

Edmundston, N.-B., le 18 novembre 2020 – La Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCÉNB) demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick d'investir sa part financière dans le projet d'infrastructure visant à offrir un meilleur accès au service Internet haute vitesse en région rurale.

Il faut permettre à tous les élèves néo-brunswickois d'avoir un accès équitable à une éducation de qualité, surtout durant la pandémie. L'accès à internet doit permettre à tous les élèves d'apprendre de la même façon, qu'ils vivent en milieu rural ou urbain. « Le gouvernement a imposé à tous les élèves d'avoir un ordinateur pour cette année scolaire, et pour les élèves du secondaire, d'aller à l'école une journée sur deux, exigeant ainsi qu'ils apprennent en ligne. Il doit donc s'assurer que les élèves et le personnel enseignant puissent utiliser la technologie et l'internet de la même façon, peu importe où ils se trouvent au Nouveau-Brunswick. » indique le président de la Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCÉNB), Robert Levesque.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick doit obligatoirement participer financièrement à la mise à niveau des services Internet à haute vitesse pour les régions rurales. Le gouvernement doit s'assurer que les capacités de téléchargement et de téléversement soient conformes aux normes universelles en matière de service Internet à large bande établies par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en 2016. De plus, « le gouvernement doit s'assurer que l'accès à l'Internet haute vitesse soit offert à un coût plus abordable sachant que le taux de pauvreté est nettement plus élevé dans les milieux ruraux qu'urbains », avance le président de la FCÉNB, Robert Levesque. Dans son « Rapport de surveillance des communications 2019 », p.68, le CRTC rapporte que le « Prix mensuel moyen rapporté des services de communication » dans les collectivités rurales (199\$) sont plus élevés de ceux dans les centres urbains (183\$). Pour assurer l'inclusion scolaire des élèves vulnérables, le gouvernement doit trouver des moyens pour venir en aide aux familles vulnérables à défrayer des coûts additionnels de 50 \$ jusqu'à 100 \$ mensuellement pour avoir accès à l'Internet haute vitesse tel qu'il est requis pour permettre aux élèves de poursuivre leurs apprentissages.

Pour créer un système éducatif de première classe, comme l'indique le discours du trône, il faut offrir un appui systémique et sociétal à tous les enfants du Nouveau-Brunswick, c'est une question de droit humain. Comme l'a démontrée la pandémie, la connectivité internet est essentielle en 2020. « Nous sommes présentement en pleine pandémie de COVID-19 et pour optimiser l'éducation, la sécurité des enfants et du personnel dans les écoles, de nouvelles méthodes pédagogiques et de communication sont utilisées pour assurer un enseignement de qualité aux élèves et une communication de qualité entre parents, enseignants et directions d'école », explique le président de la FCÉNB, Robert Levesque. Ce nouveau mode de fonctionnement nécessite accès à un Internet plus efficace et abordable sur la totalité du territoire du Nouveau-Brunswick.

Selon son communiqué du 13 novembre dernier et en lien avec le discours du Trône d'aujourd'hui, 17 novembre 2020, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé la phase 2 de son plan de mise à niveau des services à large bande (Internet haute vitesse) pour les régions rurales du Nouveau-Brunswick, au coût de 131 millions de dollars, au cours des quatre prochaines années. La compagnie privée Xplornet de Woodstock au N.-B. investira 91 millions de dollars tandis que le gouvernement fédéral investira 40 millions de dollars par l'entremise de l'enveloppe budgétaire « Infrastructure dans les collectivités rurales et nordiques » du « Programme d'infrastructure Investir dans le Canada ». Le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'investit aucun fonds selon le reportage de Radio-Canada du 13 novembre dernier.





Tandis que le gouvernement de l'Ontario va de l'avant avec un investissement ambitieux de près d'un milliard de dollars pour élargir et améliorer l'accès aux services à large bande et au réseau cellulaire, le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'investit pas du tout de son côté. « Il est très difficile à saisir pourquoi le gouvernement du Nouveau-Brunswick ne s'implique pas financièrement dans ce même projet sur son territoire », affirme le président de la FCÉNB, Robert Levesque. « Nos membres, soient les CÉD francophones Nord-Ouest et Sud sont sensibles à ce contexte puisque nous retrouvons une concentration francophone plus importante dans les milieux ruraux. »

-30-

La mission de la FCÉNB est que les conseils d'éducation francophones du Nouveau-Brunswick ont les conditions favorables pour gouverner avec succès les districts scolaires francophones du Nouveau-Brunswick.

